Écrit par CICR Jeudi, 28 Juin 2012 19:01 -



CICR

Genève / Damas (CICR) – Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) est très préoccupé par le fait que les **secours** ne parviennent toujours pas à la population civile de **Homs**

ce qui exacerbe les souffrances qu'elle endure. Hier, une équipe conjointe du CICR et du Croissant-Rouge arabe syrien a été empêchée de pénétrer dans les quartiers de la ville les plus durement frappés.

« Après une semaine d'efforts et de contacts, nous sommes parvenus à un accord avec les autorités et à une entente avec divers groupes d'opposition pour observer une pause dans les combats, afin de permettre à notre personnel d'évacuer les civils, ainsi que les malades et les blessés, et de fournir une aide médicale », a déclaré Béatrice Mégevand-Roggo, chef des opérations du CICR pour le Proche et le Moyen-Orient. « Pourtant, sur place, les conditions dont nous avions convenues n'étaient pas remplies, et les équipes n'ont pas pu intervenir. »

Le CICR et le Croissant-Rouge arabe syrien étant quasiment les seules organisations humanitaires à travailler dans les régions les plus sévèrement frappées dans le pays, il leur est indispensable de bénéficier d'un accès sûr et sans entrave. Les équipes des deux organisations prennent des risques considérables pour mener à bien leur mission. « Malheureusement, le Croissant Rouge arabe syrien a déjà perdu, au cours des derniers mois, quatre membres dans l'exercice de leurs fonctions », a ajouté Mme Mégevand-Roggo.

Depuis le début de l'année, le CICR a distribué des articles de secours à quelque 400 000 personnes touchées par les violences. Cela étant, les besoins restent dans l'ensemble importants et loin d'être couverts. En vertu du droit international humanitaire, les blessés et les malades doivent recevoir, dans toute la mesure du possible et dans les plus brefs délais, les soins médicaux qu'exige leur état, et tout doit être mis en œuvre pour faciliter leur évacuation. Les parties doivent aussi prendre toutes les précautions pratiquement possibles afin de protéger les civils, en leur permettant notamment de se rendre dans des zones plus sûres.